

## SONNET

A mon ami M. Thomas A. Côté, instituteur aux  
Iles de la Madeleine

Loin de ton ciel natal, sur des plages lointaines,  
Qui n'offrent de l'exil que les sombres tableaux,  
Serais-tu donc semblable à ces âmes hautaines  
Dont la stoïque humeur méprise les sanglots ?

Tu n'aimes, je le sais, que le bruit des fontaines,  
Que les gémissements de la brise et des flots :  
Ces murmures confus, ces notes incertaines,  
Sont au pauvre exilé de si doux trémolos.

Mais, pourquoi disais-tu, quand on allait en-  
semble  
Dormir sur la pelouse, à l'ombre des forêts,  
Pourquoi me disais-tu : Loin de toi je mourrais ?

Tu n'es plus aujourd'hui, tu n'es plus, il me  
Ce confiant ami dont les épanchements [semble,  
Me donnaient autrefois de grands soulagements.

C. P. BEAUFU.

Cacouna, 26 mai 1881.

NOTA :—Il y a une erreur typographique dans  
le troisième vers de mon "Sonnet au Canada" ;  
au lieu de : un valeureux Français, il faut :  
aux valeureux Français.

C. P. B.

## BIBLIOGRAPHIE

Une mine de pensées détachées, à l'usage des cul-  
tivateurs, par le Rév. P. Lacasse, pour faire  
suite au livre du même auteur, sous le titre  
de : Une mine produisant l'or et l'argent.  
160 pages in-8, 5 centimes l'exemplaire.

En voilà une brochure qui renferme  
d'excellentes choses, des conseils utiles,  
patriotiques. Le style en est étrange au  
premier abord, il paraît même bizarre,  
mais les choses sérieuses présentées sous  
une forme légère, originale, sont les mieux  
comprises dans notre pays. C'est le seul  
moyen de faire lire un peu notre popula-  
tion. Le Père Lacasse aime son pays, il  
le prouve par ses écrits et surtout par ses  
actes. C'est un ami du peuple, un apôtre,  
comme M. le curé Labelle, de la colonisa-  
tion et de toutes les bonnes œuvres.

Pour faire apprécier ses sentiments et  
ses idées, nous avons détaché de sa bro-  
chure les pages qui suivent :

## DES CHERCHEURS DE PLACE

"La province de Québec est en voie de  
progrès. Rien ne peut mieux le démontrer  
que l'empressement avec lequel on cherche  
des places, Place, place, caillette, place,  
place, roulette. Si cette manie de deman-  
der des positions au gouvernement s'ac-  
centue encore trois ou quatre ans, la pro-  
vince va tourner en gouvernement et le  
gouvernement n'aura plus de province.  
C'est à n'y plus rien comprendre : car  
comment expliquer la folie ou mieux la  
paresse des jeunes gens du jour ? On rêve  
comme bonheur suprême en ce monde  
d'avoir une position au gouvernement, et  
dès qu'on la tient, l'expérience prouve  
qu'on rêve d'en sortir.

"Il faut pourtant des hommes sages et  
vertueux pour aider les ministres, on en  
trouve, Dieu merci, partout en notre Ca-  
nada ; l'opinion publique les désigne, les  
cherche, les pousse, ils n'ont que faire de  
se pousser. Ces gens en position rendent  
de grands services à la patrie. Ils sont à  
leur bureau au jour, à l'heure dite, ce sont  
des hommes de devoir qui servent leur  
pays. Ils ruinent leur santé en peu d'an-  
nées et meurent tous bien jeunes.

"Mais quand je vois tous ces petits  
claque-dents de tribune, ces cabaleurs d'é-  
lection, venir se grouper autour des mi-  
nistres, s'attacher à leurs flancs et les su-  
cer comme des sangsues pour avoir une  
place au gouvernement, je suis tenté de  
répéter le fameux mot de notre Sir George  
Etienne Cartier : "Le gouvernement n'est  
pas le râtelier où doivent venir se panser  
tous les ânes du pays."

"S'il y a quelque chose qui puisse  
donner une idée de l'égoïsme et de l'apa-  
thie d'un peuple, c'est bien à coup sûr  
l'engouement pour les positions civiles de  
troisième et quatrième ordre.

"En est-on rendu là dans la province  
de Québec ?—Les chiffres sont contre nous.  
Pour une place vacante de 450 à 500  
piastres, 250 noms furent présentés et ce  
qui est pis, 32,500 signatures furent don-  
nées en faveur de ces nombreux préten-  
dants. Probablement 2,500 journées

furent perdues. J'en connais même, qui  
depuis 4 ans, n'ont rien fait, attendant  
une place—2,500 voyages d'au moins 10  
piastres chaque furent faits.—Supposez  
maintenant ces calculs en mains, qu'il y  
en ait 3,157 dans la province de Québec,  
cherchant une crèche, et vous saurez pour-  
quoi le pays n'a plus de paille.

"Nous voyons avec plaisir que plu-  
sieurs membres de la classe instruite pen-  
sent maintenant à faire de leurs enfants,  
autre chose que des hommes de profes-  
sion. Nous avons de riches médecins,  
avocats, notaires, marchands qui font de  
leurs enfants, des cultivateurs. Tant  
mieux, car si on veut croire que, dès  
qu'on est instruit, on ne peut faire un  
habitant, notre pays marche vers sa ruine.  
Ces demi-savants désœuvrés, flânant, cher-  
chant des places, exciteront les passions  
populaires, maugréeront contre la société  
qu'ils traitent de marâtre, se rendront au  
dernier degré de l'ivrognerie et du vice en  
répandant partout la contagion et le dé-  
sordre.

"Si le nombre de ceux qui appartiennent  
aux professions libérales, augmente  
encore vingt ans dans la proportion de ces  
dernières années, les médecins, les avo-  
cats et les notaires quèteront dans pa-  
roisses et scieront du bois aux portes des  
habitants.

"Mes chers habitants, si vous avez sa-  
crifié quelque chose pour faire instruire  
vos enfants, ne le regrettez pas s'ils se  
mettent cultivateurs ; s'il y avait plus de  
cultivateurs instruits et moins de gens  
instruits ignorants, le pays n'en irait qu'a  
mieux. Un cultivateur instruit peut faire  
plus de bien à la cause agricole que trente  
avocats sans causes.

"Donc, mères de famille, usez du pou-  
voir que votre tendresse peut exercer sur  
le cœur de vos fils pour les diriger vers la  
culture de la terre. Ne faites jamais de-  
mander de place au gouvernement pour  
eux, car c'est demander à les rendre mal-  
heureux et esclaves pour toute leur vie.  
D'ailleurs sur 200 qui demandent, il n'y  
en a qu'un qui obtient une position, et  
sur 200 qui ont des positions, il y en a  
trois qui vivent à l'aise, quatre qui n'ont  
pas de dettes, cinq qui sont assez gais, et  
188 qui se tiennent toujours la tête basse,  
étant obligés d'être myopes pour ne pas  
reconnaître leur créanciers qui sont tou-  
jours doués d'une vue perçante. Sur ces  
200 employés, 150 meurent avant 50 ans  
de la faim, maladie que les médecins ap-  
pellent la dyspepsie, et la jaunisse em-  
porte les autres. Ça ressemble au temps  
de la famille de Pharaon.

De plus, mes chers amis, inspirez à vos  
enfants le sentiment du dévouement et du  
sacrifice—c'est le plus sûr moyen d'arri-  
ver. On ne peut soutenir la candidature  
d'un homme sans croire qu'il nous doit  
une position. Alors ce n'est plus pour le  
pays, ni pour cet homme qu'on travaille,  
mais pour soi-même. Une fois j'ai en-  
tendu dire ceci : je lui prête mon cheval  
pendant les élections, et maintenant il ne  
veut pas me donner de place, mon père.

"Une loi qui ferait beaucoup de bien au  
pays à l'époque actuelle, serait celle qui  
exempterait des charges publiques tous  
ceux qui cabaleraient dans les élections.  
Ceux qui travailleraient pour le pays, conti-  
nueraient quand même à travailler et ceux  
qui ne s'agiteraient que pour eux-mêmes  
resteraient tranquilles dans leur coin. Les  
élections se feraient sans bruit, les haines  
s'apaiseraient et la tranquillité renaîtrait  
dans le pays.

"Un homme qui aime sa patrie, doit  
travailler pour elle dans la mesure de ses  
forces sans attendre une pension de toute  
la vie pour quelques jours de service et  
quelquefois de mauvais services. Il est  
pourtant si doux de travailler pour une  
patrie qu'on aime !!!

"Ainsi donc, mes bons amis, restons  
sur notre terre, travaillons avec intelli-  
gence pendant six jours de la semaine,  
allons à la messe le dimanche, restons à  
vêpres, et la vie passera comme toutes les  
choses de ce monde—puis alors on aura  
une place dans le gouvernement du bon  
Dieu, et là, il n'y a pas de destitutions  
possibles, ni de réduction de salaire."

Analyse et appréciation du discours de  
M. Pagnuelo par M. Fabre relative-  
ment à Laval

Déjà, s'est écrié douloureusement l'émi-  
nent avocat, l'université contrôle presque  
tout l'épiscopat, la presse et l'opinion pu-  
blique : il n'y a plus de liberté de discus-  
sion, même sur les bills de la législature.  
Laval règne par la terreur, là où elle do-  
mine. A Montréal, le clergé et le peuple  
sont à l'abri de ses atteintes et veulent y  
rester. Ils ont l'appui d'une grande par-  
tie des prêtres et des citoyens des autres  
parties du pays, et même de ceux de Qué-  
bec qui ne sont malheureusement pas libres  
de parler hautement.

Le tableau est sombre, et il devrait en  
coûter à des catholiques sincères de le  
tracer. Ce n'est jamais sans déchirements  
qu'on est amené à reconnaître de pareils  
torts, d'aussi noirs desseins, à des institu-  
teurs jusqu'ici vénérés. Cette tyrannie  
effroyable qui avant de courber la législa-  
ture à son joug, a déjà soumis à ses lois  
l'épiscopat et l'opinion publique, part, ne  
l'oublions pas, d'une institution religieuse,  
et ce sont les plus catholiques d'entre nous  
qui la dénoncent. Comment peuvent-ils  
se défendre d'un regret en ébranlant les  
colonnes du temple du Seigneur !

Au danger de l'oppression par Laval se  
joint un autre péril signalé avec une égale  
inquiétude par M. Pagnuelo : l'abaisse-  
ment des études. Cette institution, na-  
guère notre orgueil, nourrirait la pensée  
d'enrayer le relèvement des esprits. Nous  
l'avons franchement, nous pensions que  
l'opposition que rencontre l'Université  
venait d'un autre sentiment ; nous pen-  
sions que ce qui faisait pousser des cris  
d'alarme à plusieurs d'entre nous, c'était  
la crainte de voir tirer la jeunesse de ce  
doux état de somnolence intellectuelle  
qui a bercé tant de générations, et que si  
l'on voyait des professeurs qui ont blanchi  
dans la routine se ranger en bataille devant  
les vieilles sciences en ruines, c'était afin  
d'empêcher les élèves guidés par des  
maîtres mieux armés d'en découvrir la  
vétusté.

M. Pagnuelo a terminé sa plaidoirie par  
une véritable déclaration de guerre. Il en  
résulte que les adversaires de l'Université  
sont à la voix des Evêques, n'auront pas  
plus de respect pour les décrets de la Lé-  
gislation que ceux de Rome, et qu'ils pas-  
seront outre. Le peuple, a dit fièrement  
le défenseur de nos libertés menacées par  
Laval, a pris la cause en mains, et un se-  
cond procès aurait lieu pour faire annuler  
la statue.

En d'autres termes, l'esprit de soumis-  
sion retourné contre lui-même ne s'arrêtera  
que lorsqu'il n'en restera plus trace. Ce  
ne sera pas assez, comme Camille, d'avoir  
renversé Rome, il faudra immoler tous les  
Romains, et les députés provinciaux se-  
ront traités sur la terre et au ciel, comme  
de simples cardinaux.

Arrêtons-nous sur cette perspective  
consolante, avant de descendre aux cata-  
combes avec M. Trudel.

## TERRIBLE CATASTROPHE

La fête de la Reine a été marquée, cette  
année, par une catastrophe qui a jeté la  
consternation dans tout le pays. C'est  
près de London (Ontario), que cette acci-  
dent a eu lieu.

Le vapeur *Victoria*, chargé de passagers,  
revenait d'une excursion, lorsqu'à un mille  
du quai il s'est couché sur le côté et a  
s sombré immédiatement. Décrire les scènes  
qui se sont passées alors serait impossible.  
De tous côtés des secours sont arrivés,  
mais, malgré cela, le nombre des victimes  
est très grand.

Le vapeur *Victoria* pouvait contenir en-  
viron 400 personnes ; lors de l'accident il  
avait 600 passagers à son bord. Il reve-  
nait de Spring Bank, et c'est proche du  
pont du chemin de fer que la catastrophe  
a eu lieu.

L'accident est dû à l'imprudence de l'a-  
gent de la compagnie et des promeneurs  
qui se sont entassés dans le bateau. Il  
paraît que plusieurs personnes prévoy-

ant un accident, par suite de l'encombre-  
ment du navire, auraient fait des remon-  
trances à l'agent, M. G. Parish, et que  
celui-ci se serait contenté de répondre :  
"Tout ira bien, je connais ce que j'ai à  
faire." Si tel est le cas, il a encouru une  
bien grande responsabilité.

Un M. Samuel Stewart, fabricant de  
poêles de cette ville, était au nombre de  
ceux qui ont protesté auprès du capitaine  
et voyant l'entêtement de ce dernier, il ne  
voulut point se risquer et fit descendre sa  
famille à terre où elle resta avec plusieurs  
centaines d'autres passagers.

Jusqu'ici, 230 cadavres ont été recuei-  
lis, et on pense qu'il y en a encore quel-  
ques-uns ensevelis sous les débris du ba-  
teau à vapeur. On calcule que le nombre  
des victimes de l'accident s'élèvera à 250.

Le conseil a résolu d'ériger un monu-  
ment en commémoration du terrible acci-  
dent. Les citoyens de London ont décidé  
de porter des insignes de deuil pendant  
30 jours.

Son Excellence le Gouverneur-Général  
a envoyé un message de condoléance aux  
autorités de la ville. Il en a été de même  
de la part des municipalités environ-  
nantes.

La plupart des victimes sont des en-  
fants et des gens ne dépassant pas la tren-  
taine.

Il s'est passé à l'endroit où les cadavres  
étaient déposés des scènes à fendre l'âme.  
Un père a perdu ses quatre enfants ;  
d'autres en ont perdu trois.

Deux familles ont perdu chacune cinq  
de leurs membres.

Deux jeunes mariés de la veille sont au  
nombre des victimes, ainsi que deux fian-  
cés qui devaient se marier le lendemain.

La nouvelle du désastre, qui avait été  
apportée en ville par quelques-uns des sur-  
vivants, est tombée comme un coup de  
foudre au milieu de la population qui était  
depuis le matin dans la joie, et y a semé  
la consternation. Partout ce n'était que  
cris, et la scène n'a pas changé de la nuit.

Le capitaine Rankin, qui commandait  
le bateau, assure qu'il n'était pas sur-  
chargé, et il attribue la catastrophe à l'ef-  
fondrement du pont supérieur. Il dit, au  
contraire, qu'un certain nombre de jeunes  
gens qui étaient en bonne humeur, occa-  
sionnant fréquemment parmi les excu-  
sionnistes, un déplacement qui pouvait  
devenir dangereux, il les pria de rester en  
place sinon qu'ils iraient tous au fond de  
la rivière. Ils lui répondirent là-dessus  
que s'ils allaient au fond il irait avec eux.  
Suivant une autre version, quelqu'un au-  
rait crié tout-à-coup que l'on voyait une  
course de yachts, et la foule, se précipitant  
de ce côté, aurait occasionné la cata-  
strophe.

Ce terrible sinistre a jeté le deuil dans  
bien des localités environnantes et a ré-  
pendu la consternation partout où la nou-  
velle en est parvenue.

—La mouche à patate a déjà fait son  
apparition dans quelques paroisses du dis-  
trict de Montréal, et les cultivateurs crai-  
gnent qu'elle ne cause de grands ravages  
dès le commencement de l'été. Ils disent  
que probablement les feuilles seront man-  
gées à mesure qu'elles sortiront de la  
terre.

UNE CONSIDERATION. — Lorsque la maison  
Dupuis Frères s'ouvrit sur la rue Ste-Catherine,  
quartier est de la ville, presque personne dans  
le commerce de marchandises sèches du moins,  
ne faisait d'annonces. Voyant cette maison  
prosperer avec un système d'annonces sages et  
véridiques, toutes les autres l'imitèrent bientôt  
et aujourd'hui presque tous les marchands an-  
noncent assez largement.

Rien de plus facile à faire. La question est  
de savoir si tous sont en état de répondre aux  
énoncés de leurs annonces.

Dans tous les cas on ferait bien de se méfier  
des habileurs.

Quant à nous, nous ne craignons pas d'inviter  
les dames à venir voir nos étoffes à robes nou-  
velles, nos soies noires, nos demi-parapluies (en-  
tout-cas) et nos parasols doublés et garnis en  
dentelle.

Le tout, nous ne craignons pas non plus de  
l'affirmer, à 25 par cent de moins qu'ailleurs.

Nous venons de recevoir par le steamer le  
*Parisien*, plusieurs caisses d'autres marchan-  
dises européennes. Dupuis Frères, 605, rue  
Ste-Catherine, coin de la rue Amherst,  
Montréal.